

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. En savoir plus. ✕

l'Opinion Accès abonné de Irène Inchauspé

[Voir](#)[Modifier](#)

La fabrique de l'Opinion

La lutte contre la pollution, victime du barnum sur le climat

Guillaume Sainteny : « Le changement climatique a pris trop d'importance par rapport à d'autres sujets environnementaux cruciaux que sont la pollution de l'air et de l'eau »



Publié le jeudi 22 octobre à 19h52
Par Irène Inchauspé, Journaliste

[@iinchauspe](#)

Son livre, *Le climat cache la forêt*, publié aux éditions Rue de l'échiquier, n'est pas un pamphlet « climato-sceptique ». Pour Guillaume Sainteny, la priorité accordée aux actions contre le bouleversement climatique s'opère cependant trop souvent au détriment d'autres urgences.

Pourquoi la priorité accordée au climat aujourd'hui ne vous semble-t-elle pas justifiée ?

Je dirais plutôt qu'elle me paraît excessive. Le changement climatique constitue un enjeu majeur, mais je pense qu'il a pris depuis vingt ans, en particulier en Europe et en France, trop d'importance par rapport à d'autres sujets environnementaux aussi cruciaux que sont la **pollution de l'air** et de l'eau, la dégradation des sols ou l'érosion de la biodiversité. La pollution de l'air entraîne annuellement 7 millions de décès prématurés dans le monde. Un tiers des sols sont aujourd'hui dégradés, pour certains de façon irréversible. Cela menace la santé et la subsistance d'environ 1,5 milliard de personnes. L'épuisement des ressources halieutiques constitue un défi alimentaire majeur pour des centaines de millions de personnes. Or, ces phénomènes ne sont pas causés par le changement climatique. Ils découlent d'un usage non rationnel des ressources naturelles. On tend, de plus en plus, à faire du changement climatique la cause de ces phénomènes, alors qu'il est, avant tout, la conséquence de certains d'entre eux.

Dans votre livre, vous tentez de comparer le coût économique de

différents problèmes d'environnement. Que concluez-vous ?

Si les coûts annuels du bruit ou de la dégradation des sols semblent nettement inférieurs à ceux du changement climatique, ceux de la pollution de l'air, des perturbateurs endocriniens ou de l'érosion de la biodiversité sont du même ordre de grandeur que ceux du changement climatique, voire supérieur à eux. On dit souvent que les pays en voie de développement (PVD) subiront davantage les conséquences du changement climatique que les pays développés. Certes. Mais, aujourd'hui, 90 % des décès prématurés dus à la pollution de l'air ont lieu dans les pays du Sud. Et, en 2050, les causes environnementales de décès prématurés dans ces pays seront toujours la pollution de l'air et de l'eau. En Inde, le coût annuel de la pollution de l'air est évalué à 14 % du PIB. Et le ministre indien de l'Environnement a récemment pris un engagement de neutralité de dégradation des sols, pas de neutralité carbone. Cela montre bien la hiérarchie dans l'importance des problèmes environnementaux pour ce pays.

Qu'en est-il de la priorité accordée par la France à ce sujet ?

Elle mérite d'être questionnée. Le changement climatique est probablement le domaine environnemental dans lequel les performances de la France sont les meilleures. Elle est l'une des économies les moins émettrices de la planète et ses performances continuent de s'améliorer. Pour 4 % du PIB, la France ne représente que 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, signe d'une économie efficiente en intensité carbone. La politique climatique française n'est donc pas en mesure, à elle seule, d'influer sur le problème climatique mondial.

ADMIN



Temps des entrepreneurs

Contenu de marque

Le 6 juin, le Prix mondial de l'entrepreneur de l'année a distingué un français.

[Voir le site](#)

Proposé par SFR Business Room

Quel est le sujet majeur dont nous devrions nous occuper ?

En France même, c'est probablement la pollution de l'air. On estime à environ 20 000 par an les décès prématurés dus à la pollution de l'air intérieur dans notre pays et à 48 000 par an, ceux dus à la pollution de l'air extérieur (particules fines, PM_{2,5}, et ozone uniquement). La France se classe ainsi au troisième rang européen pour la mortalité causée par ces polluants. Or, le primat accordé à la lutte contre le CO₂ a conduit à reléguer à l'arrière-plan la maîtrise de certaines pollutions atmosphériques pourtant dangereuses pour la santé, comme les oxydes

d'azote ou les particules fines. Le fait que le régime fiscal du diesel, le bonus-malus, la prime à la casse, la taxe sur les cartes grises ne soient étalonnés que sur le CO₂ a conduit à baisser la garde sur les autres polluants et à favoriser le diesel. Alors que la France produit déjà des véhicules automobiles parmi les moins émetteurs de CO₂ au monde, sa priorité environnementale en la matière doit-elle être de continuer à décarboner ce parc ou de diminuer plus rapidement les émissions de particules fines et leurs conséquences sanitaires ?

Pourquoi jugez-vous aussi sévèrement le développement des énergies renouvelables ?

Je ne suis ni hostile, ni sévère envers ce type d'énergies. Mais il convient d'en clarifier les objectifs. Si le but est de réduire les émissions de CO₂, le moyen n'est pas adapté. En France, la production d'un kWh émet 79 grammes équivalents de CO₂. Or, un système de panneaux solaires, composé de modules en silicium fabriqués en Chine, avec le reste fabriqué en Europe, émettrait entre 75 grammes et 120 grammes équivalents CO₂. Le développement des énergies renouvelables ne contribue donc pas vraiment à décarboner l'électricité française. La situation est très différente dans d'autres pays, comme l'Allemagne, où le mix électrique est beaucoup plus carboné (460 grammes équivalent CO₂, soit près de 6 fois plus qu'en France). En fait, la politique française des énergies renouvelables serait peut-être davantage efficace globalement si elle était inverse à celle pratiquée jusqu'ici. Aujourd'hui, la France importe des composants d'EnR dont le contenu carbone dépend d'un mix électrique très carboné dans les lieux de production, en Chine en particulier, ne permettant guère de décarboner notre propre mix énergétique. Du point de vue du changement climatique, la mise en place d'une filière industrielle produisant les panneaux solaires en France, à l'aide d'une électricité peu carbonée, et les exportant vers des pays dont le mix électrique est très carboné et le potentiel solaire important, comme l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Moyen-Orient, serait préférable.

Dans quel cas pourrait donc se justifier le développement des énergies renouvelables en France même ?

Plusieurs justifications sont possibles. Si l'on veut faire contribuer les EnR à la réduction des émissions françaises de CO₂, il faut concentrer leur essor dans les DOM où l'électricité est très carbonée, à l'inverse de la métropole. On peut aussi développer l'implantation d'EnR en France même pour en faire la vitrine d'un savoir-faire technologique et industriel que l'on souhaite exporter. C'est ce que l'on tente de faire, en ce moment, dans l'éolien offshore. On peut aussi souhaiter

accroître la production d'électricité renouvelable pour diversifier le mix électrique, mieux répartir les risques, atténuer une dépendance éventuelle envers l'uranium, voire préparer une sortie progressive du nucléaire. Mais il s'agit là d'un objectif différent de celui de la diminution des émissions de CO₂.

Que pensez-vous de l'idée de « justice climatique » qui domine aussi les débats sur le changement climatique ?

L'idée de départ paraît simple : les « vieux » pays industrialisés doivent financer les politiques climatiques ou la transition énergétique des pays en voie de développement, parce qu'ils sont riches, qu'ils ont été responsables de la plus grande partie des émissions de CO₂ et qu'ils détiennent les technologies nécessaires. Tout cela n'est pas faux et découle, notamment, du principe de « responsabilités communes mais différenciées » énoncé, en 1992, au Sommet de Rio. Mais, depuis, le monde a changé. Les pays riches le sont de moins en moins en terme relatifs et sont presque tous confrontés à une crise économique, et à des déficits publics et/ou commerciaux considérables. A l'inverse, les pays émergents ou « émergés » sont à la fois des pays à forte croissance, de moins en moins pauvres, accumulant parfois des excédents commerciaux importants et de plus en plus émetteurs de gaz à effet de serre. Certains de ces pays, qui ne sont pas soumis à engagements de financement des PVD ni de réduction de leurs émissions au titre du protocole de Kyoto, sont devenus plus riches en PIB/habitant que d'autres qui y sont soumis (par exemple, beaucoup de pays du Moyen-Orient, la Corée du Sud, le Chili, le Mexique, l'Argentine, etc.). Il n'y a donc guère de raison qu'ils demeurent exclus d'engagements financiers. Parmi les **critères de réussite de la COP 21**, on fait figurer au premier rang l'abondement d'un fonds vert pour le climat à destination des pays en voie de développement, à hauteur de 100 milliards de dollars. Dans le même temps, les énergies fossiles bénéficient annuellement de 550 milliards de dollars de subventions publiques. Or 90 % de ces subventions sont distribuées par les pays du Sud. Ces pays ont donc une responsabilité majeure. Si ces subventions ne diminuent pas, le financement de 100 milliards de dollars ne servira pas à grand-chose.

Nous vous recommandons sur [lopinion.fr](http://www.lopinion.fr)





La France prête pour la cyberbataille

COP 21, le grand coup de show

Ailleurs sur le web



Carla Bruni a-t-elle dérapé ou pris un nouveau virage ? Découvrez-le.

#preneunvirage



L'envoi de votre courrier sans vous déplacer. Cliquez, c'est posté !

Service Postal d'Orange



A 10 min de Paris, devenez propriétaire à partir de 209 000 € TTC !

Propriétaire à Clamart 92



Les 5 valeurs à éviter à tout prix dans votre portefeuille. A lire urgemment !

Krach du CAC 40



On trie ses emballages, mais comment cela fonctionne réellement après ?

Recyclage des emballages



Maitrisez simplement la culture digitale grâce à des cours ludiques en ligne.

Le talent, en 20 minutes

LIGATUS



**LA SANTÉ, C'EST TROP IMPORTANT
POUR ÊTRE COMPLIQUÉ.**



RÉALISEZ VOTRE DEVIS